

IDÉES *Le Monde*

Le monde qui vient



En 1990, après la chute du mur de Berlin, qui marqua symboliquement la fin de la guerre froide et l'avènement d'un nouvel ordre mondial. LEONARD FREED/MAGNUM PHOTOS

Démocraties en crise,
pays en quête
d'identité, déclin
de la domination
occidentale... L'anthro-
pologue Maurice
Godelier et l'essayiste
Francis Fukuyama
analysent la nouvelle
donne internationale

Désoccidentalisation», « démondialisation », « dé-démocratisation ». Comment ces mots qui occupent les colloques et les cercles de réflexion nourriraient-ils ne pas nourrir l'anxiété? L'univers qui nous était familier semble se défaire sous nos yeux. Le monde de l'après-guerre froide n'est plus – ou si peu. Quant à l'avenir plat et sans histoire qu'on nous avait prédit après la chute du mur de Berlin, en 1989, il s'est transformé en un futur d'entrelacs dont on ne sait quel fil suivre pour trouver l'horizon.

Prenons garde pourtant à ne pas voir que des défaites dans ce qui nous désoriente. Il peut y avoir du bon dans une autre organisation planétaire, plus juste, plus équilibrée, et il peut y avoir du souhaitable dans une globalisation plus respectueuse des droits et de l'environnement. La bobine qui s'est dévidée n'est que la nôtre. Tout de même: peut-on faire fi de l'une de ces tendances mondiales, le recul du nombre de démocraties libérales dans le monde? Et comment ne pas être tracassé

par le surgissement de mécanismes autoritaires au sein de nos institutions occidentales?

Espérer, s'inquiéter? Comprendre, d'abord. *Le Monde* a demandé à deux intellectuels de livrer leur analyse des grands rapports de force à l'œuvre dans le monde contemporain. L'un, français, Maurice Godelier, est internationalement reconnu pour son œuvre d'anthropologue; l'autre, américain, Francis Fukuyama, l'est pour ses essais, dont celui de 1992, intitulé *La Fin de l'histoire*, dans lequel il prophétisait l'extension de la démocratie libérale.

« UN MODÈLE ALTERNATIF »

Aujourd'hui, ce dernier revient sur l'idée que, arrivées à un certain niveau de prospérité, les populations valorisent des gouvernements élus. Ce ne semble pas être le cas partout, notamment pas en Chine. Il va jusqu'à ce constat qui ne rassure guère: « *L'Etat autoritaire de Pékin offre au monde un modèle alternatif.* »

« *Nous vivons la fin de la domination occidentale* », ajoute Maurice Godelier. Enclin à regarder

le monde depuis l'étude des manières de penser, d'agir et de sentir des hommes, pratiquant volontiers le décentrement, l'universitaire constate que les pays comme la Chine ou l'Inde sont en train de se moderniser sans s'occidentaliser: « *L'élargissement du capitalisme, au lieu d'implanter la démocratie libérale, a produit l'effet contraire.* » Des « *processus d'affirmation culturelle* » sont partout en cours, issus d'un profond ressentiment envers les anciennes puissances colonisatrices.

Même ressentiment et mêmes revendications dans les sociétés démocratiques occidentales, remarque d'ailleurs Francis Fukuyama. La solution identitaire y séduit toujours davantage les populations, faute de succès des réponses économiques et sociales. Or, cette solution n'est favorable ni à la démocratie ni à un idéal d'ouverture. Son prochain livre s'intitulera du nom de cette nouvelle préoccupation, *Identité*. En attendant, voici, à travers ces deux entretiens, une double et lumineuse perspective sur l'état du monde. ♦

JULIE CLARINI

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE CHEMIN

Dans un monde marqué par le déclin des pays occidentaux, les pays émergents refusent de se laisser « dicter leurs conditions d'existence » et entendent « se construire un avenir identitaire propre », nous explique Maurice Godelier.

Nous assistons à deux mouvements : le repli des Etats-Unis et la montée en puissance des grands pays d'Asie comme l'Inde ou la Chine. Comment analysez-vous la nouvelle donne internationale advenue avec la disparition de l'URSS, dans les années 1990, puis la croissance des « pays émergents », dans les années 2000 ?

Le système global mondial capitaliste, qui repose sur la concurrence entre les nations, est en train de connaître un bouleversement majeur : nous assistons à la fin de quatre siècles de domination occidentale. Les Etats-Unis ne sont plus la superpuissance mondiale qu'ils étaient avant l'attentat contre les Twin Towers ou leurs échecs en Afghanistan, en Irak et en Syrie. De grands pays industriels et scientifiques comme l'Inde et la Chine sont désormais compétitifs au niveau mondial. Ces puissances montantes au sein du système capitaliste s'annoncent déjà comme les pays hégémoniques de demain.

Ce qui est nouveau, c'est que, une fois engagés dans l'économie capitaliste, ces pays affichent leur volonté de se moderniser sans s'occidentaliser. Ils disposent d'une économie solide, de pôles de recherche scientifiques modernes et d'universités réputées, mais ne veulent plus vivre dans un rapport subordonné à l'Occident et renier leur culture. Le temps est venu, pensent-ils, de réaffirmer leur identité et de contester le matérialisme et l'individualisme de l'Occident. Pour se construire un avenir identitaire propre, ils puisent dans leur histoire et leur passé des coutumes, des religions ou des modes de vie qui avaient été mis en péril, attaqués ou même détruits par les valeurs occidentales.

Pourriez-vous nous donner des exemples de ce phénomène ?

Je pense notamment aux processus d'affirmation culturelle que l'on observe depuis quelques années en Chine, en Inde ou en Turquie. Un demi-siècle après Mao, qui rendait Confucius responsable de la stagnation de la Chine, le confucianisme est en pleine renaissance dans l'empire du Milieu. Le même mouvement a lieu en Inde. Alors que Nehru, après l'indépendance, en 1947, avait instauré une séparation de l'Etat et de la religion inspirée par la Constitution britannique, le premier ministre, Narendra Modi, proclame que tous les Indiens doivent être hindous, que l'Inde est la terre nourricière des plus hautes formes de spiritualité humaine et qu'elle doit se poser en exemple face à l'Occident matérialiste. Regardons également du côté de la Turquie : Erdogan s'efforce de mettre à bas la « modernité » construite dans les années 1920 par Atatürk, qui avait dissous le califat, occidentalisé l'écriture et séparé la religion et l'Etat. Ces trois pays revendiquent aujourd'hui leur propre philosophie de l'histoire.

Cette célébration des identités s'accompagne-t-elle nécessairement d'un rejet de l'Occident ?

Ces nouvelles puissances économiques et militaires tracent des lignes rouges que les Occidentaux sont priés de ne pas franchir. Pour la Chine communiste de Xi Jinping, cette ligne rouge est la démocratie libérale : tout en pratiquant un capitalisme offensif et efficace, elle rejette la démocratie multipartite, la liberté de la presse, l'autonomie des syndicats, les droits de l'homme, la séparation des pouvoirs et la

liberté d'expression. En Arabie saoudite, la ligne rouge est l'islam : cette royauté dont l'économie repose sur le pétrole, et qui s'enrichit en l'exportant sur le marché mondial, ne tolère aucune autre religion sur son sol. La terre du royaume, qui a été foulée par le prophète, est considérée comme sacrée – elle est, d'ailleurs, le centre du pèlerinage à La Mecque de tous les musulmans du monde, sunnites et chiites.

Vous estimez que le modèle de ce processus auquel nous assistons est le Japon de la fin du XIX^e siècle. Pourquoi ?

L'ère Meiji (1867-1912) est le modèle de cette « modernisation sans occidentalisation » que défendent aujourd'hui les pays émergents. En juillet 1853, une flotte de quatre navires américains commandée par le contre-amiral Matthew Perry pénètre dans la baie d'Uraga. Les Américains exigent que le shogun ouvre les ports japonais aux Occidentaux et lui font signer un traité de commerce très désavantageux pour le Japon. Ce choc brutal avec l'Occident est à l'origine de la volonté de moderniser le pays, mais la réponse du Japon est exemplaire : le pays décide à la fois de devenir la

première puissance de l'Asie et de préserver son héritage culturel. Le mot d'ordre de l'ère Meiji est « *wanton Yosai* », qui signifie « adopter les sciences et les techniques de l'Occident sans faire perdre son âme au Japon ».

Les élites japonaises exigent alors du shogun un vaste programme de réformes économiques et sociales pour moderniser le pays et faire front aux Occidentaux : pendant quatorze mois, la moitié des ministres du premier gouvernement de l'ère Meiji part en Amérique, au Royaume-Uni, en France et en Allemagne pour jeter les bases du Japon moderne. Mais cette modernisation s'accompagne d'une forte affirmation culturelle : le shintoïsme devient religion d'Etat et l'empereur incarne le pouvoir politico-religieux. Aujourd'hui encore, le Japon refuse de s'occidentaliser dans les deux domaines qu'il considère comme le cœur de son identité : la religion, où coexistent le shintoïsme et le bouddhisme, et la politique, où domine le respect, voire le culte de l'empereur.

Ces pays veulent-ils rompre avec l'Occident ?

La « modernisation sans occidentalisation » dont je parle ne consiste pas à couper les liens

Maurice Godelier

« Se moderniser sans s'occidentaliser »

Pour l'anthropologue, les pays émergents, à l'image de l'Inde ou de la Chine, s'annoncent comme les puissances hégémoniques de demain. En affirmant leurs identités culturelles, ils contestent le matérialisme et l'individualisme occidentaux

avec l'Occident, mais à refuser que l'Occident dicte les conditions d'existence des autres pays. Aucune des puissances montantes qui tente aujourd'hui d'affirmer son identité culturelle ne peut, ni ne souhaite, cesser tout échange commercial ou renoncer à tout emprunt technologique provenant de l'Occident. Ce serait d'ailleurs impossible : l'idée qu'un pays pourrait se « démondialiser » n'a pas de sens. Le système capitaliste est mondial, cette évolution est irréversible, tous les pays sont devenus interdépendants en ce qui concerne leurs ressources et leurs technologies.

Depuis les années 1980-1990, un grand changement historique a, en effet, achevé de reconfigurer le monde dans lequel nous sommes. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un système économique est devenu véritablement mondial. Il ne ressemble pas aux « systèmes-monde » comme l'empire chinois ou l'empire romain, baptisés ainsi par l'historien Fernand Braudel : ces pays mettaient en rapport d'interdépendance de nombreux peuples ayant des cultures différentes mais un centre les dominait – Rome, par exemple. Ces « systèmes-monde » n'étaient et ne furent jamais véritablement mondiaux.

Cette analyse est en contradiction avec la prophétie faite par l'intellectuel américain Francis Fukuyama dans son livre « La Fin de l'histoire et le dernier homme » (1992). Que pensez-vous de son analyse ?

A l'époque où Fukuyama prophétise la « fin de l'histoire » dans un livre qui fait grand bruit, le monde occidental a les Etats-Unis à sa tête, il n'a plus d'adversaire à combattre, il n'y a plus de menace contre le système capitaliste. La domination de l'Occident sur le reste du monde semble définitivement établie puisqu'on assiste à l'intégration progressive, dans l'économie de marché dominée par les Etats-Unis, de tous les pays de la planète. L'horizon ultime du monde semble donc être l'alliance de la démocratie libérale et de l'économie capitaliste.

Mais Francis Fukuyama rêve de la gloire de l'Occident au moment même où l'Occident a déjà amorcé son déclin historique : le début du XXI^e siècle marque la fin de cette hégémonie culturelle et politique. L'élargissement du capitalisme à la Chine et aux anciennes puissances colonisées, au lieu d'implanter la démocratie libérale, a produit l'effet contraire : ces pays émergents mettent en question une

« L'Occident ne va pas être marginalisé : il sera tout simplement mis à la place qu'il peut occuper – celle d'une puissance importante mais non mondialement dominante. Il faut absolument que l'Occident accepte cette nouvelle donne »



Maurice Godelier, chez lui, à Paris, en 2014. OLIVIER ROLLER

grande partie des valeurs occidentales, notamment en refusant le principe de la démocratie représentative. Ces nouvelles puissances économiques et scientifiques veulent affirmer leur identité propre.

Quelle sera, selon vous, la place de l'Occident dans ce monde nouveau ?

L'Occident ne va pas être marginalisé : il sera tout simplement mis à la place qu'il peut occuper – celle d'une puissance importante mais non mondialement dominante. Il faut absolument que l'Occident accepte cette nouvelle donne et perde l'arrogance qu'il avait au cours des quatre siècles où il a dominé le monde. Il lui faut apprendre à discuter et à faire des compromis permanents. Encore faudrait-il, pour cela, que l'Occident soit uni.

Comment expliquez-vous ce puissant retour aux identités ?

Il y a, à la source de ces revendications identitaires, un profond ressentiment envers l'Occident, qui est le fruit de la colonisation. La domination de l'Occident sur une grande partie du reste du monde a commencé au XVI^e siècle avec la découverte de l'Amérique par les Espagnols et les Portugais et elle n'a pris fin qu'en 1936, avec la colonisation de l'Éthiopie par l'Italie. Du XVI^e siècle à la fin du XVIII^e siècle, l'expansion coloniale fut d'une extrême violence : elle a entraîné la destruction des empires aztèque et inca, l'expropriation massive des terres des indigènes par les colons européens, le refoulement en Amérique du Nord des Indiens dans les réserves, la christianisation forcée des populations, l'éradication systématique des religions traditionnelles, le pillage des richesses et le travail forcé dans les plantations. A la fin du XVIII^e siècle, la puissance de l'Occident a été décuplée par les révolutions scientifique, agricole et industrielle. La création de nouvelles colonies s'est alors étendue à l'Afrique tout entière, au Moyen-Orient, à l'Inde et au Sud-Est asiatique – de la Malaisie et l'Indonésie au Vietnam et aux îles de l'Océanie.

Que signifiait, pour ces peuples et ces sociétés, la colonisation européenne ? Du jour au lendemain, un Etat, ou une tribu, perdait la souveraineté qu'il exerçait sur son territoire, ses ressources et ses habitants. Désormais, son avenir ne dépendait plus de lui-même mais de décisions prises par des étrangers au nom de leurs propres intérêts et en rivalité avec des Européens appartenant à d'autres puissances coloniales. Coloniser, ce n'était pas seulement soumettre par la force des peuples et des Etats : c'était éliminer systématiquement les formes de gouvernement qui existaient avant l'arrivée des Européens ou les contraignait à les servir. C'était, ensuite, exploiter leurs ressources et s'enrichir à leurs dépens.

Coloniser, c'est aussi prétendre « civiliser » les peuples colonisés, comme le disait Jules Ferry, leur apporter les bienfaits de la « vraie » civilisation et de la « vraie » religion – le christianisme qui sauve les âmes. Dominer, exploiter, civiliser engendre le plus souvent chez les colonisateurs arrogance et mépris pour les modes de vie et de pensée des populations qui leur sont soumises. On comprend, dès lors, les formes de rejet et de résistance, les révoltes vite réprimées, mais, surtout, le sentiment douloureux, chez les populations colonisées, d'une perte d'identité par rapport à leur passé et leurs traditions méprisées, mutilées ou

éradiquées de force. Ce sentiment est au cœur des revendications identitaires actuelles.

Les équilibres géopolitiques d'aujourd'hui sont-ils l'héritage de cette période coloniale ?

L'Occident a façonné le monde en exportant deux concepts qui étaient inconnus des peuples colonisés : le capitalisme moderne et l'Etat-nation. Il a imposé l'économie de marché capitaliste, mais il a aussi exigé que tous les territoires conquis prennent la forme d'un Etat aux frontières reconnues par le droit international. On a découpé les Etats à la règle : à la conférence de Berlin, à la fin du XIX^e siècle, les Occidentaux se sont partagé l'Afrique noire en coupant de manière arbitraire à travers les royaumes et les tribus afin de fabriquer des Etats-nations artificiels calqués sur le modèle occidental. En Europe, la nation avait précédé l'Etat, ou s'était constituée en même temps. Les pays colonisés ont été obligés de faire l'inverse : ils ont dû se constituer en Etat, puis tenter de créer une nation et d'apparaître comme des pseudo-démocraties en convoquant, de temps à autre, des élections.

Le Gabon, par exemple, comprenait de nombreuses tribus : on les a rassemblées dans un seul Etat. La Libye n'avait jamais été un pays avant la colonisation : c'était un espace où vivaient au moins trente grandes tribus, dont certaines étaient arabes, d'autres berbères, d'autres arabo-berbères, d'autres toubou. Comment fonder cette diversité complexe dans un Etat-nation à l'occidentale ? Après les indépendances, au lendemain de la seconde guerre mondiale, une trentaine d'Etats nouveaux sont certes apparus. Taillés par les Européens au mépris des réalités tribales ou ethniques, des structures politiques et religieuses, des réseaux d'échange et d'alliance qui existaient avant leur arrivée, leurs bases restent cependant fragiles.

Vous dites que, dans ce nouveau monde, les sciences sociales seront plus utiles que jamais. Pourquoi ?

Comment comprendre ces nouvelles puissances qui souhaitent affirmer leur identité culturelle sans faire appel aux sciences sociales ? La biologie moléculaire ou la physique nucléaire sont infiniment utiles au monde, mais elles ne nous permettent pas d'analyser le retour du confucianisme en Chine ou le discours sur l'hindouisme en Inde. Pour comprendre les cultures et les trajets historiques de ces puissances montantes du XXI^e siècle, il faut mobiliser les sciences du passé comme l'histoire, mais aussi les sciences du présent comme l'anthropologie, la sociologie et l'économie politique.

L'anthropologie, par exemple, cherche à comprendre les manières de penser, d'agir et de sentir des hommes. C'est dans ces systèmes sociaux qui s'étendent sur des siècles, telle l'Inde des castes, que les individus fabriquent leur individualité culturelle. La connaissance de ces normes sociales permet de comprendre comment l'individu s'insère dans des rapports qu'il n'a pas inventés, dans une culture qu'il n'a pas produite, dans une langue qu'il n'a pas choisie. On ne peut pas découvrir ces logiques d'action en quinze jours : mon premier séjour en Nouvelle-Guinée, chez les Baruya, a duré trois ans – il faut six mois pour comprendre, six mois pour comprendre qu'on n'a rien com-

Médaillé d'or du CNRS, lauréat du prix international Alexander von Humboldt en sciences sociales, Maurice Godelier est l'un des plus grands anthropologues français. Nommé en 1975 directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, il devient ensuite directeur scientifique du département des sciences de l'homme et de la société du CNRS (1982-1986) et directeur scientifique du Musée du quai Branly (1997-2000). En 2002, il remet au premier ministre un rapport sur « L'état des sciences de l'homme et de la société en France ».

Philosophe de formation, Maurice Godelier a commencé sa carrière, dans les années 1960, comme chef de travaux auprès de Fernand Braudel, puis maître-assistant auprès de Claude Lévi-Strauss. En 1967, il part chez les Baruya, une tribu de Nouvelle-Guinée où il passe de longues années. De retour en France, il analyse cette société qui ne connaît ni l'Etat ni l'économie de marché dans *La Production des grands hommes* (Fayard, 1982). Beaucoup d'ouvrages de référence suivront : *L'idéal et le matériel* (Fayard) en 1984, *L'Enigme du don* (Fayard) en 1996, *Métamorphoses de la parenté* (Fayard)

en 2004, *Au fondement des sociétés humaines* (Albin Michel) en 2007, et *Lévi-Strauss* (Seuil) en 2013. Parallèlement à ce travail savant sur la part idéale des rapports sociaux, l'imaginaire et le symbolique, ou la distinction entre les choses que l'on donne, celles que l'on vend et celles que l'on ne peut ni vendre ni donner, Maurice Godelier participe au débat public. Résolument ouvert aux nouvelles formes de parenté, il s'est engagé, dès les années 2000, en faveur de la reconnaissance de l'homoparentalité et de la légalisation encadrée de la gestation pour autrui.

pris et six mois pour réapprendre ! Ce travail permet de connaître les logiques de pensée et les valeurs des cultures. C'est important, car leur passé continue à agir dans leur présent : il est l'une des sources de l'identité d'un peuple.

Les jeunes qui grandissent au XXI^e siècle doivent savoir décoder ce monde non occidental qui est en pleine transformation et qui conteste aujourd'hui les valeurs de l'Occident. Dans les manuels des collèges et des lycées, l'histoire des autres est souvent présentée de manière trop lapidaire : l'Inde se résume parfois au Taj Mahal. C'est dommage : les acquis de la recherche sur les sociétés non européennes ne doivent pas être réservés au monde universitaire, toujours trop fermé sur lui-même. Seule une approche géostratégique qui s'appuie sur les données de l'histoire, de l'anthropologie et des

sciences économiques permet d'analyser et de comprendre les rapports de force et d'intérêts qui se construisent sous nos yeux entre les nations, géantes ou minuscules, et qui continueront à se développer tout au long du XXI^e siècle qui s'ouvre devant nous.

Quel rôle les sciences sociales peuvent-elles jouer face au développement rapide de l'intelligence artificielle, de la robotique et des big data ?

Elles doivent les accompagner à chaque pas, analyser la nature de leurs interventions dans la vie sociale et les conséquences qu'elles vont entraîner – non seulement pour la société, mais aussi pour le psychisme des futures générations. Il faut donc ajouter la psychologie aux sciences sociales dont je viens de parler. ♦



FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

Couthures-sur-Garonne

13-14-15 juillet 2018



Avec BENOIT POELVOORDE
parrain de l'édition 2018 du festival

**JEAN-MICHEL APHATIE • FLORENCE AUBENAS
AUREL • SOPHIE BOUILLON
LUC BRONNER • ÉRIC CHOL
HUGO CLÉMENT • ALEXIS CORBIÈRE
GÉRARD DAVET • EMMANUEL DAVIDENKOFF
MARION DUCLOS • XENIA FEDOROVA
SOPHIE FONTANEL • LAURE GASPAROTTO
YVES HARTÉ • PIERRE HASKI
CÉDRIC HERROU • ELISABETH LÉVY
FABRICE LHOMME • SONIA MABROUK
PIERRE MURAT • OPHELIE NEIMAN
DAVID PUJADAS • BENJAMIN STORA
AUDREY TANG • GILLES VAN KOTE...**

RÉSERVEZ VOTRE PASS DÈS MAINTENANT !

Programme et billetterie sur
festivalinternationaldejournalisme.com

www.fnac.com et en Magasins Fnac – Carrefour – U – Géant – Intermarché 























Francis

« Le monde ouvert et démocratique est sous pression »



Francis Fukuyama, en 2004. ULF ANDERSEN/AURIMAGES

Pour l'essayiste américain, le modèle politique libéral est menacé en Europe et aux Etats-Unis par l'émergence du populisme. L'importance des migrations montre cependant que l'espoir de vivre en démocratie est « presque universel »

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC JOIGNOT

Il y a seize ans, Francis Fukuyama annonçait la « fin de l'histoire », c'est-à-dire le triomphe de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Aujourd'hui, il nuance fortement cette analyse.

La démocratie libérale s'est construite au cours de tout un processus historique en s'appuyant sur les Lumières européennes. Elle est souvent présentée comme le meilleur, ou le moins pire, des systèmes politiques possibles. Croyez-vous que ce mouvement soit universel ?

La démocratie libérale n'a jamais été une valeur universelle. En Occident, elle est réellement apparue il y a deux siècles comme un moment historique. Si elle tend à l'universel, c'est du fait qu'elle devient de plus en plus désirée quand les sociétés se modernisent et s'enrichissent, et que leurs citoyens recherchent de hauts niveaux de bien-être économique et de liberté individuelle. Pour aller vite, l'organisation politique de notre monde a évolué à travers un certain nombre d'étapes historiques, passant de sociétés s'organisant en bandes, puis en tribus, puis constituant des Etats, puis des Etats prédateurs, et enfin des Etats de droit, contraints par la loi et la responsabilité démocratique. La vie économique elle aussi a beaucoup changé : nous sommes passés des chasseurs-cueilleurs à l'agriculture de subsistance, puis à des activités d'artisanat et de commerce, enfin à la naissance et à l'extension du monde industriel.

Les études montrent que, arrivées à un niveau élevé de prospérité et d'éducation, les populations valorisent d'habitude des gou-

vernements élus et responsables devant leurs citoyens. Cette tendance historique, que j'ai décrite dans *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, reste vraie aujourd'hui dans beaucoup de pays, même si nous assistons à l'heure actuelle à la « récession démocratique » dont nous parlions. La preuve qu'il existe un espoir presque universel à vivre dans des sociétés démocratiques de « fin d'histoire » est donnée par le fait que, chaque année, des millions de personnes tentent de fuir des pays en crise, pauvres et despotiques pour rejoindre les sociétés libérales d'Amérique du Nord et d'Europe. Ces gens « votent avec leurs pieds » pour le mode de vie proposé par nos démocraties prospères, où les enfants ont l'accès à l'éducation et où, devenus adultes, ils trouvent généralement du travail et développent leurs talents, qu'ils soient des hommes ou des femmes...

Il reste que la démocratie est susceptible d'être interprétée différemment en fonction des cultures et des pays. Les notions d'identité collective divergent, tout comme la conception des liens de parenté et de famille, le respect de l'autorité de l'Etat, le degré d'exigence de la liberté d'expression, etc. Sur toutes ces questions, les Etats-Unis et la France présentent des cultures politiques très différentes. Par ailleurs, comme on l'a vu, plusieurs démocraties libérales sont aujourd'hui en crise, avec de hauts niveaux de corruption, des élections manipulées et des violations flagrantes des droits individuels et de l'Etat de droit. Cela dit, il n'est pas acquis que cette montée de l'intolérance et de l'autoritarisme produise des sociétés plus heureuses et plus stables à long terme. En ce sens, il me semble que les démocraties résistent encore...

En 1992, à 40 ans, Francis Fukuyama, docteur en science politique formé à Harvard et collaborateur du département d'Etat américain, publie *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, qui fait aussitôt grand bruit. Prenant acte de la chute du mur de Berlin, en 1989, et de la perestroïka, inaugurée en 1985 par Mikhaïl Gorbatchev, Fukuyama affirme qu'une page de l'histoire mondiale se tourne. Selon lui, nous sommes sortis de l'ère des idéologies pour entrer dans celle de « la modernisation » et de « la libéralisation » : l'enrichissement des populations permet désormais de faire émerger une forte classe moyenne, qui souhaite vivre en démocratie. Il voit là le début d'une forme d'épanouissement général

de l'humanité portée par la démocratie libérale, seul modèle viable, durable et désirable. Son essai est aussitôt traduit dans plus de 20 langues – mais aussi très critiqué. Aux Etats-Unis, le politologue Samuel Huntington lui reproche d'idéaliser un « état final » de l'humanité, alors même que des schismes idéologiques entre nationalistes et libéraux apparaissent à l'intérieur des démocraties et que des pays comme la Chine et la Russie adoptent des politiques autoritaires. En France, dans *Spectres de Marx* (Galilée, 1993), Jacques Derrida lui reproche de céder à une vision eschatologique naïve du « dernier homme » au nom du capitalisme vainqueur. Depuis, la pensée politique de Francis Fukuyama a évolué. En 2006, il abandonne sa posture

néoconservatrice dans *After the Neocons. America at the Crossroads* (« Après les nouveaux conservateurs. L'Amérique à la croisée des chemins », Profils Books, non traduit), où il critique l'invasion de l'Irak décidée par George W. Bush. En 2014, dans *Political Order and Political Decay* (« Ordre politique et décadence politique », Farrar, Straus and Giroux, non traduit), il explique que les vieilles démocraties peuvent entrer « en décadence ». En septembre, il publiera un nouvel opus, *Identity. The Demand for Dignity and the Politics of Resentment* (« Identité. La demande de dignité et les politiques du ressentiment »), dans lequel il estime que les démocraties peuvent répondre aux populismes et aux revendications identitaires sans se trahir.

Fukuyama

Le titre de votre prochain essai, « **Identity. The Demand for Dignity and the Politics of Resentment** »

(« **Identité. La demande de dignité et les politiques du ressentiment** », à paraître en septembre), semble indiquer que vous entendez aborder de front la question de l'identité labourée par les populistes. Comment l'analysez-vous ?

Dans *Identité*, j'analyse comment la reconnaissance que reçoit chacun d'entre nous en tant que citoyen égal à un autre, protégé par les droits d'une démocratie libérale, n'est plus suffisante pour satisfaire la demande populaire de reconnaissance des identités collectives et de leur expression politique. La politique identitaire et le besoin de reconnaissance sont apparus à gauche quand différents groupes minoritaires – les Afro-Américains, les *Natives Americans*, la communauté LGBT, les handicapés et d'autres encore – ont commencé à affirmer leurs droits et un besoin d'être reconnus. Aujourd'hui, cette politique communautaire s'exprime fortement à droite, où les Américains blancs se voient de plus en plus à travers ce prisme identitaire, et demandent à être eux aussi reconnus.

Une version proche de ce mouvement de reconnaissance existe en France et en Europe. À gauche, la culture démocratique occidentale a été remise en cause par une politique identitaire des minorités comme la défense des migrants – elle a remplacé, pour la gauche, le rôle que jouait hier le prolétariat, considéré comme la victime centrale du système capitaliste. Cette politique a suscité une contre-réaction de la droite, qui cherche à réhabiliter une version ancienne de l'identité française et européenne fondée sur l'appartenance ethnique et la religion chrétienne. Ce glissement des réponses économiques et juridiques vers des solutions identitaires n'est pas favorable à la démocratie libérale et à une société ouverte : on considère trop souvent les identités comme étant enracinées et figées dans des socles immuables ou dans la biologie...

Dans cet ouvrage, vous évoquez la possibilité de redéfinir la conception figée de l'identité nationale. Que voulez-vous dire ?

Nous devons retourner au concept d'une identité nationale intégratrice, en la considérant comme la base d'une communauté démocratique où des gens différents peuvent vivre et travailler ensemble. Historiquement, l'identité nationale forte a été associée au nationalisme agressif qui a dévasté l'Europe au XX^e siècle. Mais l'identité nationale peut aussi être fondée sur des principes démocratiques libéraux. Les conceptions de l'identité nationale les plus efficaces, tant aux États-Unis qu'en France, ont été construites autour de principes constitutionnels et républicains qui réunissent tous les citoyens en un ensemble commun d'idéaux : par exemple la laïcité, les libertés individuelles.

En revanche, une politique identitaire qui pérennise les différences culturelles et communautaires mène presque toujours à des conflits avec les principes démocratiques, du fait que toutes les traditions culturelles ne sont pas compatibles avec la démocratie moderne. Tous ceux qui veulent que la démocratie libérale survive doivent aujourd'hui promouvoir une culture nationale ouverte et intégratrice s'appuyant sur les principes fondamentaux d'égalité et de liberté définies à l'époque des Lumières européennes, puis

chercher à assimiler les nouveaux venus au cœur de cette identité nationale.

En 2014, vingt-deux ans après la publication de « **La Fin de l'histoire et le dernier homme** » (Flammarion, 1992), vous avez publié « **Political Order and Political Decay** » (« **Ordre politique et décadence politique** », Farrar, Straus and Giroux, non traduit). Vous y décrivez quels sont, selon vous, les trois piliers essentiels de la démocratie, avant de constater que, dans bien des pays, ils sont menacés...

Aujourd'hui, les trois grands principes de la démocratie libérale – un État respecté pour ses services publics, le principe de la primauté de la loi et de l'indépendance de l'État de droit, la responsabilité démocratique du pouvoir – sont malmenés et menacés par différents régimes, dans plusieurs pays. La première menace vient de Chine, où un État autoritaire offre au monde, depuis le 19^e congrès du Parti communiste chinois [octobre 2017], un modèle alternatif qui combine un régime despotique de parti unique avec un système économique semi-capitaliste.

Contrairement aux analyses classiques sur la modernisation et l'enrichissement, dont on a constaté qu'elles mènent d'habitude à la démocratisation, la nouvelle classe moyenne chinoise n'exprime pas pour l'instant une forte demande démocratique et n'exige pas de conquérir plus de libertés individuelles. Elle semble s'accommoder de vivre et de s'enrichir sous la férule du Parti. Dans le même temps, l'influence de la politique étrangère chinoise et de son modèle gagne en puissance dans toute la mer de Chine méridionale, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, à Singapour, à Taïwan, au Vietnam...

Mais la démocratie libérale n'est-elle pas aussi menacée dans plusieurs pays démocratiques ?

En effet, les menaces les plus insidieuses contre le modèle libéral viennent de l'intérieur de pays démocratiques, où des politiciens populistes profitent de la légitimité qu'ils ont acquise au cours d'élections libres pour remettre en cause les deux premiers piliers de la démocratie : l'État de droit, qu'ils contournent, et les institutions de l'État, qu'ils corrompent. Voyez ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie, en Pologne, en Turquie, sans oublier les États-Unis. En Hongrie, Viktor Orbán a explicitement déclaré en juillet 2014 qu'il cherchait à promouvoir une démocratie « *illibérale* » et non « *libérale* », ce qui signifie qu'il rejette la primauté de la loi et d'un droit protégeant les citoyens indépendamment des décisions du parti politique dominant. Une évolution semblable se

déroule en Pologne, où le parti Droit et justice a promulgué une réforme constitutionnelle contraire aux traités de l'Union européenne qui lui permet de contrôler les cours de justice avec ses partisans, renforçant le contrôle de l'exécutif sur le judiciaire. Aux États-Unis, le président Donald Trump cherche à saper la confiance dans l'indépendance de la justice et dans l'application de la loi afin de se protéger lui-même et sa famille contre toute forme de poursuite judiciaire...

Vous avancez l'idée que la démocratie et le système politique américain traversent une crise grave. Pourriez-vous nous en dire plus ?

Je vois deux moteurs à la vague populiste qui gagne les États-Unis depuis plusieurs années. Le premier est économique. La mondialisation a apporté ces dernières années une croissance forte qui a profité à une minorité appartenant principalement à l'élite des générations précédentes. Pendant ce temps, beaucoup d'ouvriers américains ont vu leurs revenus réels stagner ou baisser, et ce déclin économique s'est accompagné d'une importante détérioration sociale : de nombreux ménages de célibataires à petit revenu, une épidémie de consommations d'opioïdes désastreuse, la montée de la criminalité...

Le deuxième moteur est politique. Le système d'équilibre classique des pouvoirs a été rompu et a produit une méthode que j'appelle la « *vétocratie* » de la décision, qui a mené à une forme de paralysie et de décrépitude politique. Il est devenu très facile pour des groupes d'intérêt bien organisés et bien financés de bloquer toutes les initiatives politiques qu'ils refusent. Ces blocages se combinent avec le degré extraordinaire de polarisation politique, ce qui aboutit à l'incapacité chronique du Congrès de mettre en œuvre toute législation qui pourtant a reçu le support populaire majoritaire. Chaque année, nous assistons à une épreuve de force paralysante sur des choix aussi basiques que la définition du budget fédéral empêche le gouvernement d'agir. Cette situation facilite la prise du pouvoir par un leader fort qui, seul, peut briser la *vétocratie* pour imposer ses résolutions.

Est-ce que l'élection de Donald Trump a aggravé ces phénomènes ?

Bien sûr, car le populisme dispose d'un troisième moteur : la question de l'identité américaine. Le déclin économique des classes populaires est interprété dans le pays comme un déclin culturel. Donald Trump a exploité les sentiments de beaucoup d'Américains ordinaires, qui estiment que les politiciens et les grands médias ne les respectent pas, les

regardent de haut et ne prennent pas leurs problèmes au sérieux. En plus, comme les populistes européens, le président Trump dénonce l'immigration comme une menace contre les valeurs et l'identité américaine tout en se présentant comme le défenseur nostalgique de l'époque où les États-Unis étaient socialement moins divers.

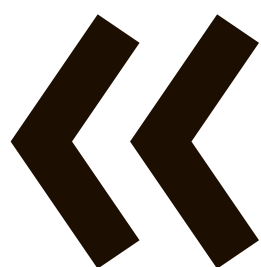
Comment qualifieriez-vous cette présidence ?

Donald Trump est un président épouvantable, qui préside d'une manière inimaginable. Il est le premier président américain à n'avoir jamais présenté la démocratie et les droits de l'homme comme un objectif désirable pour les États-Unis et les autres pays du monde. Il bataille avec nos alliés démocratiques directs et semble apprécier les hommes forts et despotiques comme [le président russe] Vladimir Poutine, [le président philippin] Rodrigo Duterte, [le président égyptien] Abdel Fattah Al-Sissi et [le président chinois] Xi Jinping. Il a publiquement félicité Poutine et Sissi d'avoir emporté des élections frauduleuses, il a même évoqué avec admiration la décision de Xi Jinping de supprimer les limites à son mandat à la présidence chinoise.

Au lieu de rechercher à se présenter comme un président unifiant le pays dans un projet commun, Trump renforce les divisions raciales, sociales et culturelles du pays. Il s'empresse de critiquer les athlètes noirs ou certaines célébrités engagées, tout en favorisant les racistes suprémacistes qui le soutiennent. Il n'a aucune notion de la signification de l'État de droit et de ses principes : comme la plupart des populistes, il attaque la loi et la justice quand elles cherchent à le contraindre. Cette attitude, alors qu'il est considéré comme le chef du « monde libre », conforte les leaders autoritaires et populistes et menace le monde ouvert dans lequel nous vivons.

Qu'entendez-vous par « monde ouvert » ?

Depuis 1945, les démocraties avancées ont cherché à mettre en place un ordre international libéral, dans lequel les marchandises, l'investissement, les personnes et les idées peuvent circuler aisément à travers les frontières. Son succès a permis que se développe une croissance économique puissante – la production globale en termes réels a quadruplé entre 1970 et 2008. Mais ce monde ouvert et démocratique est aujourd'hui mis sous pression par les nationalistes populistes qui veulent renverser ce processus et fermer les frontières. Un monde plus fermé sera moins prospère, et il aura tendance à entrer en conflit sur les questions des ressources ou du statut relatif de chaque pays... ♦



« Nous devons retourner au concept d'une identité nationale intégratrice, en la considérant comme la base d'une communauté démocratique où des gens différents peuvent vivre et travailler ensemble »



L'héritage africain



Le paysage de Koutammakou, le pays des Batammariba, dans le nord-est du Togo, est inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2004. BRUNO BARBIER/PHOTONONSTOP

boudé par l'Unesco

La convention de 2003 est destinée à mettre en valeur le patrimoine « immatériel » des pays. Elle n'a pourtant pas encore permis de faire reconnaître la richesse culturelle de l'Afrique

LAURENCE CAMEL

Les montagnes de roches vertes de Barberton Makhonjwa, en Afrique du Sud, et le site archéologique de Thimlich Ohinga, au Kenya, ont un point commun : outre qu'ils se trouvent en Afrique, ils aspirent à rejoindre la liste du Patrimoine mondial établie par l'Unesco. Sans attendre la réunion du comité, qui aura lieu du 24 juin au 4 juillet à Manama (Bahreïn) pour statuer sur les 31 demandes présentées cette année, le gouvernement de Pretoria s'est déjà vu signifier qu'il devrait patienter avant de prétendre à ce label qui distingue les biens naturels et culturels d'une « valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science ». Nairobi, qui travaille sur son dossier depuis 2010 et a déjà été recalé une fois en 2015, devrait cette fois-ci passer l'obstacle avec succès.

D'une manière générale, parvenir à se faire une place dans cette vitrine, où se côtoient l'Acropole d'Athènes, la cité des Doges et le château de Versailles, n'est pas un exercice facile pour les Africains. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à affirmer que tout a été fait – volontairement ou non – pour les disqualifier. Il y a, en creux de ce palmarès, une réalité douloureuse pour ceux qui s'en sentent exclus : le continent africain a été laissé en marge d'un récit dans lequel ne sont admis que ceux qui possèdent des biens présentant un intérêt exceptionnel pour l'héritage commun de l'humanité, selon les critères définis par l'Unesco. A en croire les chiffres, l'Afrique n'y prend qu'une part congrue : sur les 1 073 sites homologués par l'Unesco, 93 seulement, soit moins de 10 %, sont africains. A elles seules, l'Italie et la France en possèdent davantage que le continent.

Vusumuzi Mkhize, le directeur du Fonds pour le patrimoine mondial africain, créé en 2006, est un virulent critique de la représentation du monde véhiculée à travers le Patrimoine mondial. « Le patrimoine de l'Afrique est évalué dans

une perspective historique qui est celle de la colonisation et des puissances occidentales. Lorsque les experts se sont mis autour de la table pour discuter des critères d'un patrimoine digne de représenter l'humanité et qu'il convenait en conséquence de préserver, peu d'Africains étaient présents. La plupart de nos pays venaient à peine d'acquiescer leur indépendance. L'urgence était, pour eux, de reconstruire leur identité. Une partie de leur patrimoine avait été en partie détruite par la colonisation, l'autre avait été exportée à l'étranger. Ces experts ont décidé de ce qui était important. Mais pour nous, cela n'avait, dans bien des cas, aucune signification. »

Depuis la signature de la convention de l'Unesco sur la protection du patrimoine mondial, en 1972, l'incompréhension ne s'est pas dissipée. « Prenez le cas de Robben Island, poursuit le responsable sud-africain. Pour les Occidentaux, la valeur de ce site est liée à la présence de Nelson Mandela qui y a été incarcéré pendant de longues années. Pour nous, il incarne de façon beaucoup plus globale la lutte contre le racisme et l'oppression coloniale. »

CORRIGER LE DÉSÉQUILIBRE

Un sujet alimente depuis plusieurs années le malaise. En 2012, en invoquant notamment les similitudes avec le mémorial de la paix de Hiroshima ou le camp d'Auschwitz-Birkenau, tous deux inscrits sur la liste du Patrimoine, le Rwanda a demandé l'inscription au Patrimoine de plusieurs sites mémoriaux du génocide de 1994 au cours duquel 800 000 Tutsis ont péri. Mais le dossier traîne sous la pression, semble-t-il, de certains Européens, peu à l'aise avec cette histoire à laquelle ils ont été mêlés de près. Pour ne pas prêter le flanc aux critiques et conforter le sentiment d'un « deux poids, deux mesures », l'inscription des sites funéraires et mémoriels du front ouest de la première guerre mondiale, sollicitée par la France et l'Allemagne, a été retirée de l'ordre du jour de la réunion de Bahreïn.

Pour corriger le déséquilibre, l'Unesco a fait adopter, en 2003, une convention qui célèbre non plus le patrimoine matériel, mais le patrimoine immatériel : il s'agit de reconnaître la valeur des traditions orales, des pratiques sociales, des rituels, de l'artisanat traditionnel ou des connaissances intimes de la nature. Les pays africains s'y sont fortement impliqués, comme en témoigne la vitesse avec laquelle ils ont ratifié le texte – 48 sur 54 en sont aujourd'hui signataires. « Le patrimoine immatériel est la fierté de l'Afrique, sa joie. Il est ce qui distingue notre continent et exprime sa diversité », s'enthousiasmait Anis Saadaoui, le

délégué permanent adjoint de la Tunisie à l'Unesco, lors d'une conférence organisée au siège parisien de l'institution en mai.

Cet entrain ne fait cependant pas l'unanimité. Spécialiste des langues et littérature africaines et ancien président du conseil exécutif de l'Unesco, le Béninois Olabiyi Yai a ardemment travaillé à l'élaboration de cette convention, après avoir vainement tenté d'obtenir une refonte des critères du Patrimoine mondial. « Les pays les plus puissants s'y sont opposés, se souvient-il. Et au final, ce nouvel instrument a été détourné de ses ambitions. Les gouvernements s'en servent pour faire la promotion touristique de leur pays et non pour révéler cette part de nous-même qui reste ignorée. »

Webber Ndoro, directeur général du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Iccrom), se montre encore plus catégorique. « Ce comparatisme entre le matériel et l'immatériel dessert les Africains, car, pour appréhender notre patrimoine, il faut que les deux soient réunis. » Dominique Sewane, qui a occupé jusqu'au mois d'avril la chaire de l'Unesco consacrée au « rayonnement de la pensée africaine » installée à l'université de Lomé (Togo), l'a compris, il y a longtemps, en menant des travaux d'ethnologie auprès des Batammariba, un peuple animiste vivant dans la région du Koutammakou dans le nord du Togo. « J'ai pris conscience à leur contact de la profondeur de cette spiritualité que nous autres, Occidentaux, avons perdue. Ils se considèrent comme les gestionnaires, et non comme les propriétaires, de la nature pour les générations futures. Cette attitude devrait nous inspirer au moment où nous devons affronter les conséquences de la destruction de la planète », explique-t-elle.

Pendant plusieurs siècles, l'image de l'Afrique a été construite à partir des récits des explorateurs, des militaires, des missionnaires et des colonisateurs. « On nous a décrits comme des populations sans éducation, des sauvages vivant sur un continent dépeuplé, résume gravement Vusumuzi Mkhize. Cette narration est restée imprimée dans les mentalités. Nous devons changer le regard du reste du monde sur notre legs. Montrer que nos ancêtres ont maîtrisé les mathématiques, l'astronomie, la médecine et bien d'autres choses. C'est un long travail mais nous le devons surtout à notre jeunesse. Elle doit retrouver sa fierté et sa confiance en l'avenir. » A deux semaines de la grand-messe du Patrimoine mondial, une partie de la bataille continue de se jouer, malgré ses limites et ses travers, dans cette enceinte médiatisée. ♦

RÉSONANCES

PAR MICHEL NAEPELS,
ANTHROPOLOGUE

LES OLÉODUCS, ULTIME COMBAT DES AMÉRINDIENS

Aux Etats-Unis et au Canada, depuis quelques années, les Cree, les Blackfoot, les Sioux et d'autres groupes amérindiens sont en première ligne des combats menés contre l'extension d'oléoducs. Au Canada, ces mobilisations ont conduit à l'abandon du projet Energie Est destiné au transport de sables bitumineux de l'Alberta jusqu'au Québec. Le projet Trans Mountain (de l'Alberta à la côte de la Colombie-Britannique) est aujourd'hui contesté, comme l'est aux Etats-Unis l'extension de l'oléoduc Keystone XL qui amène le même pétrole non conventionnel du Canada jusqu'au golfe du Mexique. La plus forte mobilisation a eu lieu fin 2016, dans la réserve indienne de Standing Rock, contre le Dakota Access Pipeline, qui transporte du pétrole et du gaz de schiste des champs pétroliers de Bakken jusqu'à l'Illinois. Il s'agissait de lutter contre un projet (partiellement financé par des banques françaises) risquant de polluer l'eau dans cette réserve indienne, notamment en raison d'un forage sous le Missouri – et alors qu'un autre trajet passant à distance de la réserve avait été rejeté. Un rassemblement impressionnant de groupes amérindiens et de militants environnementalistes s'est tenu, fin 2016, autour des Sioux de Standing Rock – doublé d'un soutien universitaire massif. Le camp de Standing Rock a été expulsé par des groupes de sécurité privés et par la police utilisant gaz lacrymogènes, canons à eau, grenades explosives – on connaît tout cela. Une jeune militante, Sophia Wilansky, y a perdu l'usage de son bras gauche, évitant de justesse l'amputation.

Les enjeux environnementaux posent à nouveaux frais la question de la place des « indigènes », des « autochtones », des « premières nations » dans notre monde. Comme discipline des sciences sociales ayant eu partie liée avec la colonisation, l'anthropologie entretient une relation ambiguë avec les « peuples indigènes ». Mettant en avant la grandeur et la spécificité de sociétés colonisées et exploitées par les métropoles européennes, les anthropologues se sont parfois trouvés en position de relais ou de soutien des revendications de leurs interlocuteurs. Ils ont été les premiers à dénoncer l'ethnocide ou le génocide amérindien. Mais, eux-mêmes majoritairement issus des nations colonisatrices, ils ont trop souvent parlé à la place des « autochtones », participant ainsi à leur mise au silence et à leur marginalisation.

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

C'est la marginalité même de ceux-ci qui les place aujourd'hui au contact des dernières frontières de l'expansion du capitalisme. Défendant le peu qu'il leur reste de droits fonciers et les reliquats de leur souveraineté (pour les Sioux, les traités de Fort Laramie de 1851 et 1868), ils se trouvent confrontés à l'exploitation toujours plus imaginative des ressources naturelles, en des lieux toujours plus reculés. La mise en avant de concepts religieux dans de nombreux mouvements indigènes (la terre est sacrée, la Terre mère, Gaïa) ne doit pas masquer la dimension matérielle, économique et politique de ces mobilisations. La pollution de la terre et de l'eau et ses contrecoups à long terme sur la santé touchent d'abord les plus marginaux et les plus pauvres : la question soulevée est, d'abord, celle de la justice environnementale. Chemin faisant, c'est aussi la dépendance de l'économie nord-américaine (et mondiale) envers une énergie carbonée – et son poids décisif dans le réchauffement climatique – qui est mise en cause. Les représentants des « peuples indigènes » nous disent inlassablement que la vie (naturelle, humaine, sociale) est un ensemble de relations et que la destruction de l'environnement construit un futur terriblement appauvri, à tous points de vue. Comme l'a écrit le chef Arvol Looking Horse, dans *The Guardian* du 22 février 2018, « l'eau est une source de vie, pas une ressource ».

Donald Trump a, bien évidemment, délivré toutes les autorisations de construction que Barack Obama avait suspendues. Les Sioux et les autres groupes amérindiens ont déplacé leur combat vers un débat technique sur les systèmes de détection des fuites. En novembre 2017, une fuite de l'oléoduc Keystone a laissé échapper 800 000 litres de pétrole dans le Dakota du Sud. ♦

MICHEL NAEPELS

Anthropologue et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherche au CNRS.

Vietnamologue.punk François Guillemot

L'ancien chanteur du groupe de rock punk Bérurier noir s'est fondu dans l'univers feutré des spécialistes de l'histoire vietnamienne, sans rien renier de son passé. Il a publié, en janvier, « Viêt-Nam, fractures d'une nation »

ADRIEN LE GAL

Un blouson noir et un *krama* : sa double vie, François Guillemot la porte littéralement sur les épaules. Le blouson, c'est celui de « Fanfan », son pseudonyme de chanteur de Bérurier noir, groupe de rock punk emblématique de la jeunesse des années 1980, qui « emmerd[ait] le Front national » et levait le poing à tout propos pendant les concerts. Le *krama*, foulard traditionnel cambodgien, c'est celui du chercheur polyglotte, passionné par l'Asie, devenu spécialiste du Vietnam et de ses divisions.

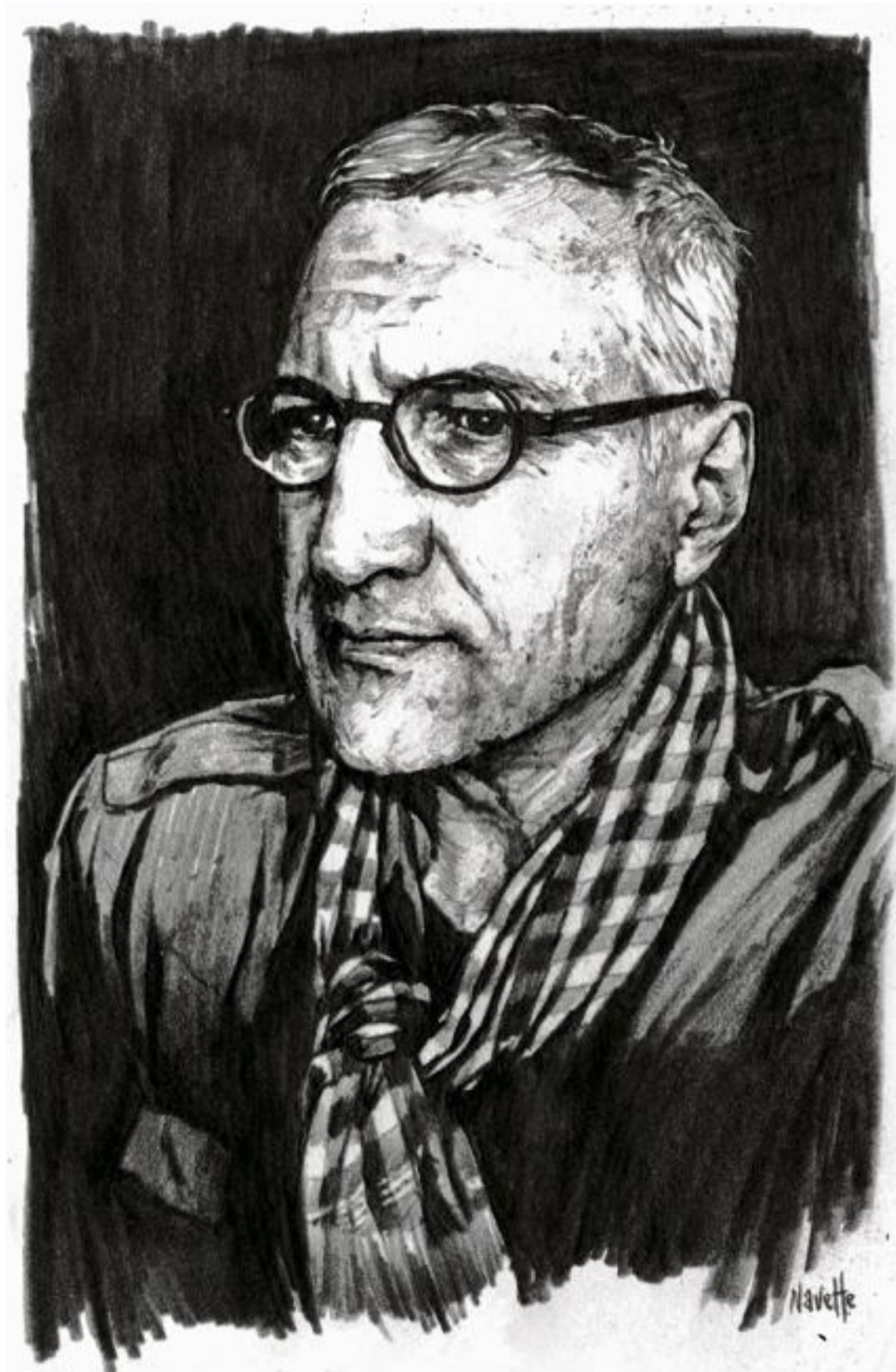
Drôle de parcours, drôle de mélange. Mais, à écouter les vieux tubes des « Bérus », rien de vraiment surprenant : dès les premiers albums, l'Asie coule dans le creux de l'oreille – et les références sont plutôt pointues. La scénographie renvoie au buto, une danse née au Japon dans les années 1960. *L'Empereur Tomato-Ketchup* est un hommage au sulfureux film du même nom, qui fit scandale dans l'Archipel lors de sa sortie, en 1971. *Jim la Jungle* plonge dans le cauchemar psychédélique des vétérans de la guerre d'Indochine. Et dans *Casse-tête chinois*, tous les peuples asiatiques semblent s'être donné rendez-vous pour s'entre-dévorer, dans le plus strict respect des traditions culinaires de l'Extrême-Orient.

« UN PROVOCATEUR »

Le chanteur n'est pas tombé dans la marmite de soupe vietnamienne quand il était petit, mais s'en est imprégné par une série de hasards. Son père, artiste-peintre et paléontologue, est plutôt un spécialiste de l'Afrique. Adolescent, c'est le Japon qui le fascine – son cinéma et ses arts martiaux, qu'il pratique pour se tenir éloigné de l'alcool, après une « période d'autodestruction liée à la culture punk ». Un jour, Lau, le dessinateur de Bérurier noir, le présente à Minh, un jeune boat-people recueilli dans sa famille. L'adolescent l'introduit dans les cercles de la diaspora vietnamienne. « Comme j'avais un bomber noir et que je savais me battre, je me suis retrouvé, un jour, devant la Mutualité, dans le service d'ordre d'une association de Vietnamiens de Paris qui voulaient fêter le Têt [le Nouvel An vietnamien], et qui redoutaient les bagarres avec d'autres associations politiquement opposées », raconte François Guillemot.

Le jeune homme, étudiant aux Beaux-Arts, dévore les journaux des expatriés, les bulletins politiques des diasporas du Vietnam, du Laos, du Cambodge. Il colle des affiches, distribue des tracts, rêve de rejoindre la résistance anticommuniste. Son héros, quand tant de jeunes de son âge adulent Che Guevara, est Trân Van Ba, une figure de la diaspora vietnamienne en France, retourné au Vietnam pour se battre contre le régime d'Hanoï, arrêté en 1984 et exécuté l'année suivante.

La « bulle » que s'est construite François Guillemot autour de l'Asie n'est pas totalement hermétique, et débordé occasionnellement dans la vie de Bérurier noir. En 1988, dans le



« On m'a demandé si, venant du monde de la musique, je m'estimais légitime pour intégrer le CNRS. Moi, je pensais qu'étudier le camp des vaincus n'avait rien d'illégitime »

cadre d'une opération au profit d'associations humanitaires, il écrit une chanson, *Opération Sampan*, dédiée à la lutte anticommuniste en Asie. Le premier texte est refusé par ses camarades. François se remet au travail ; la deuxième version est un cri pour les droits de l'homme (« *Nhan Quyen* », en vietnamien), dénonçant aussi bien les camps de rééducation communistes que les bombardements au napalm perpétrés par les Américains. Dans le clip, en revanche, les symboles anticommunistes sont bien visibles, à commencer par le drapeau jaune à bandes rouge du Sud-Vietnam – pas précisément une référence de gauche. « C'était le drapeau d'un régime généralement qualifié

de fantoche, à la solde des Américains, mais c'était aussi celui des communautés d'exilés vietnamiens », avance l'ancien chanteur. L'année suivante, *La Danseuse de l'Orient* évoque explicitement les « drapeaux rouge sang » et les camps des régimes communistes asiatiques.

Pour Loran, le guitariste du groupe, ce sont ces chansons qui ont rendu Bérurier noir « politiquement incorrect » et irrécupérable. François Guillemot, note-t-il, est avant tout un « provocateur » : « Si on le traite de réac de droite, il va jouer au réac de droite. Il peut paraître ambigu pour les gens qui sont coincés dans un dogme, mais c'est avant tout quelqu'un d'humaniste, de généreux, proche de ceux qui ont souffert. »

Pourtant, les querelles idéologiques prennent de l'ampleur, notamment avec Marsu, le manager, que les « Bérus » surnomment le « commissaire politique ». En novembre 1989, le groupe s'autodissout, au moment où tombe le mur de Berlin. Alors que la fin de la guerre froide bouleverse la géopolitique de l'Asie, François Guillemot reprend ses études – aux Langues O, à l'École pratique des hautes études et à l'université Paris-VII. Il apprend le vietnamien, se familiarise davantage avec ce pays exotique et lointain. Son histoire, constate-t-il, est en France un terrain piégé, miné par les tentatives d'instrumentalisation de toute part, déchiré par les clivages idéologiques entre les chercheurs.

En 1993, François Guillemot, qui n'était jusque-là jamais allé au Vietnam, refusant de « cautionner une dictature ouvertement stalinienne », s'y rend pour la première fois, avec sa compagne, une Vietnamiennne née au Laos. Il y découvre ce mélange subtil de communisme d'Etat et d'économie de marché. « Vendre, acheter, tout est permis. Penser, on ne peut l'empêcher. Contester, et vous voilà hors la loi », écrit-il dans *Paris-Saïgon, autopsie d'un voyage* (La Bruyère, 1994), qu'il signe François Thillo, le nom de famille de sa mère.

UNE CANDIDATURE UN PEU PAR HASARD

En 2003, Bérurier noir se reforme – brièvement. « On avait l'âge des grands frères, voire des parents, de ceux qui venaient nous voir en concert », raconte François Guillemot. Il y avait un côté trop mercantile, trop calculé, pour un groupe qui revendiquait l'amateurisme. Surtout, il a d'autres projets. Avec sa nouvelle compagne, une Vietnamiennne également, il envisage d'ouvrir un restaurant, à Paris. Puis en 2005, il envoie sa candidature, un peu par hasard, à un poste d'ingénieur de recherche au CNRS, à Lyon, et est reçu. Loin de la capitale, accaparé par ses recherches et sa vie de famille, François Guillemot prend l'initiative, l'année suivante, de dissoudre unilatéralement Bérurier noir.

La transition entre les deux mondes ne se fait pas sans accroc. Ainsi, lors d'un oral, des membres du jury haussent le sourcil à la lecture de son intitulé, quasiment punk, sur « la guerre civile vietnamienne ». Eux sont habitués à parler de « guerre de libération » pour désigner le conflit qui aboutira à la réunification du pays sous l'égide d'Hanoï, comme si le régime sud-vietnamien, soutenu par les Etats-Unis, n'avait jamais eu d'existence propre. « On m'a demandé si, venant du monde de la musique, je m'estimais légitime pour intégrer le CNRS. Moi, je pensais qu'étudier le camp des vaincus n'avait rien d'illégitime. » Ses thèmes de recherche – le nationalisme non communiste, l'identité de Saïgon, les femmes dans la guerre – l'inscrivent dans la nouvelle génération de vietnamologues, qui se penchent, comme lui, sur les « ostracisés de l'Histoire ». Dans son nouveau livre, *Viêt-Nam, fractures d'une nation* (La Découverte, 392 p., 13 €), il évoque une « société plurielle » et une « histoire tumultueuse qui a laissé en suspens la légitimité du pouvoir ».

En dépit de ses engagements militants passés, François Guillemot n'a jamais été interdit de se rendre au Vietnam – tout juste pense-t-il avoir été surveillé par les autorités, notamment lors de son premier voyage. « Je travaille sur des sujets qui ne leur plaisent pas, note-t-il. Mais j'ai toujours joué franc-jeu, et je sais qu'il y a une ligne à ne pas franchir. » En 2011, un colloque sur les femmes et la guerre, auquel il devait participer à Ho Chi Minh-Ville, est interdit. Le régime « a peur regarder en arrière, de voir son histoire questionnée », explique-t-il. La sienne, François Guillemot l'assume sans détour : en avril, le 45-tours *Opération Sampan* a été réédité dans sa pochette originale, trente ans après sa sortie, en soutien à une association d'aide aux migrants. ♦

La Vénus des plastiques



Dans la décharge d'une zone industrielle à la périphérie de Jammu, dans le nord de l'Inde, le 5 juin. CHANNI ANAND/AP

FRÉDÉRIC JOIGNOT

C'est une Vénus de l'année 2018. Elle ne sort pas des eaux mais d'une mer de plastique située à Jammu, en Inde du Nord, où, enfoncée à mi-cuisse, elle ramasse des sacs. Droite, élégante, parée de bijoux, elle affiche sa fière beauté au milieu d'une décharge qu'elle semble défier du regard. Cette chiffonnière hiératique rappelle les orpailleurs, les paysans et les ouvriers du pétrole saisis par le photographe franco-brésilien Sebastiao Salgado, qui conservent leur dignité malgré un travail accablant.

Certains critiques ont reproché à Sebastiao Salgado d'esthétiser le malheur et d'embellir la souffrance, comme l'écrivaine américaine Susan Sontag, qui parlait même de « l'inauthenticité du beau ». Sans doute pourrait-on dire la même chose ici : la beauté et la noblesse de cette femme nous masquent peut-être les longues journées qu'elle passe courbée en deux à fouiller cette poubelle géante. Mais justement : l'image nous révèle qu'elle n'est pas vaincue et que sa grâce résiste.

Le photographe Channi Anand a pris ce cliché pour illustrer la Journée mondiale de l'environnement de l'ONU. La dignité de cette femme ramassant des sacs plastique dans une décharge du nord de l'Inde masque-t-elle la tâche harassante et nocive qu'elle pratique au quotidien ? Ou nous montre-t-elle, au contraire, sa capacité de résistance ?

Channi Anand, le photographe indien de l'agence Associated Press qui a pris cette photo, a saisi la jeune femme pendant une pause. « Elle se tenait de cette manière, cherchant autour d'elle ce qu'elle allait collecter. » Elle fait partie d'« une communauté de chiffonniers » où les femmes sont très actives. « Tous les déchets industriels et les débris de plastique des entreprises de Jammu sont jetés dans cette décharge, poursuit Channi Anand. La poussière blanche qui couvre ses bras provient d'un insecticide dont les détritus sont remplis. » L'endroit est dangereux. Cette information bouscule l'esthétique de l'image : la blancheur qui poudre cette femme est nocive, attaque sa peau, imprègne son corps.

POLLUTION ALARMANTE

Channi Anand a pris ces photos le 5 juin, pour illustrer la Journée mondiale de l'environnement de l'ONU, consacrée cette année à la lutte contre la pollution par le plastique. Ce jour-là, les entreprises et gouvernements du monde entier étaient appelés à réduire et à recycler la production de cette matière indestructible qui envahit les terres et les océans. De nombreux photographes, sur les cinq continents, ont pris des images

d'endroits submergés par les débris. Voyez celles publiées par *The Atlantic Monthly*. Elles sont effrayantes. Le refus de l'Amérique de Donald Trump de signer la Charte contre la plastification des océans lors de la réunion du G7, le 10 juin au Canada, en est d'autant plus inquiétant.

L'Etat indien du Jammu-et-Cachemire, déchiré par le conflit territorial opposant l'Inde et le Pakistan, est réputé pour la splendeur de ses paysages et de ses deux capitales – la capitale d'hiver, Jammu, et la capitale d'été, Srinagar, surnommée la « Venise de l'Inde ». Mais aujourd'hui, la pollution par le plastique y a pris des proportions alarmantes. D'énormes monticules de déchets entourent ces deux villes : ils sont très visibles depuis les routes qui y mènent, décourageant les touristes indiens, polluant les alentours. Si bien que, le 4 avril, la Haute Cour de l'Etat a interdit toute production locale de polyéthylène et a appelé au ramassage, au recyclage et au compostage des monceaux de plastiques existant. La chiffonnière de la photo de Channi Anand, avec ses bras couverts d'insecticide, est une des petites mains de cette vaste opération de dépollution. Elle y risque sa santé et sa vie. ♦